

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Climat : mieux communiquer pour intéresser les investisseurs privés

Olivier NDEMBI  
Libreville/Gabon

Le forum des rédacteurs africains sur le climat s'est définitivement refermé mardi à Nairobi. Organisées par l'Association professionnelle des éditeurs du Kenya, en partenariat avec le groupe de réflexion panafricain Powershift et AfricaonAir, les assises de la capitale kényane ont permis aux participants d'échanger leurs vues sur l'information climatique et la manière dont celle-ci est et devrait dorénavant être traitée dans les rédactions africaines. Elles ont aussi accouché d'une interconnexion de professionnels appelés à parler d'une même voix au sujet des changements climatiques.

Parlant spécifiquement de cette problématique et des défis qui en découlent qui ont occupé l'essentiel des communications, l'on s'est accordé ici à dire que si l'Afrique reste la région la plus touchée, elle en est la moins responsable. Les pays du Sud doivent de ce fait amplifier leur voix grâce à une visibilité plus accrue dans les médias, et tirer parti de cette voix à l'échelle internationale. Les salles de presse africaines ont ainsi un rôle à jouer dans la diffusion de cette information climatique qui doit être accessible à tous, dans un langage simplifié tant à l'endroit des communautés que des gouvernants et du secteur privé.

C'est que la problématique des variations des températures et des conditions météorologiques reste préoccupante et nécessite des financements pour réduire les pertes et dommages causés notamment

aux États africains. À Nairobi, des experts affirment que même si elle ne dispose pas d'assez de ressources financières publiques disponibles, du fait notamment de son endettement, l'Afrique a au moins la capacité d'en mobiliser à travers des opportunités qu'offre le secteur privé.

"Il y a beaucoup d'argent dans le secteur privé, mais ce secteur ne sait pas comment investir dans les projets climatiques, parce que nous ne l'informons pas sur comment et quand il doit y investir, tout en sachant que les communautés doivent elles aussi en tirer profit", explique une experte, Irène Karani. Selon elle, les médias constituent l'un des moyens permettant de capter des financements. "Il y a plusieurs annonces publiques sur le climat sur le plan international et local. Quand les médias écoutent ces annonces, ils doivent les analyser : d'où est-ce que l'argent vient, comment ce sera structuré, qui recevra l'argent, est-ce que le pays et les communautés en bénéficieront, parce que plusieurs financements climatiques sont des prêts. Mais quand un pays africain a des dettes et que vous lui donnez encore un prêt pour résoudre ses problèmes climatiques, le problème devient encore plus grand. Les médias doivent éduquer le secteur privé, rechercher la traçabilité de l'argent. Ils peuvent lancer des campagnes en s'assurant que les prêts financiers pour le climat atteignent les communautés les plus atteintes ou les communautés réellement dans le besoin".

Outre le Gabon et le Séné-

gal, seuls pays francophones invités, le forum de Nairobi enregistrait la participation du Nigeria, du Ghana, du Malawi, du Rwanda, de la Gambie, de l'Afrique du Sud, de l'Ouganda et du Kenya.



Photo: DR

Joseph Warungu, l'un des organisateurs du forum de Nairobi.

	<p>INSTITUT SOUS-REGIONAL MULTISECTORIEL DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE, DE PLANIFICATION ET D'EVALUATION DE PROJETS</p> <p>Institution Spécialisée de la CEMAC</p> <p>BP 3910 Libreville - République Gabonaise</p> <p>Site web: <a href="http://www.ista-cemac.org">www.ista-cemac.org</a></p> <p>E-mail: <a href="mailto:direction@ista-cemac.org">direction@ista-cemac.org</a></p>	
<h3>COMMUNIQUE</h3>		
<p>L'Institut Sous Régional Multisectoriel de Technologie Appliquée, de Planification et d'Évaluation de Projets (ISTA), est une Institution de Formation supérieure de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) créée en 1980 par la Conférence des Chefs d'Etat des six pays membres de la Communauté : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad, dont le siège est à Libreville au Gabon. L'Institution est membre du CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur) et de l'AUF (Agence Universitaire de la Francophonie).</p>		
<p>Son Directeur Général porte à la connaissance du public que, le concours d'entrée en première année du cycle <u>Licence Professionnelle</u> au titre de l'année académique <b>2023-2024</b>, aura lieu le <b>mercredi 12 juillet 2023 dès 09 heures</b> précises à :</p>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Libreville</b> : au siège de l'ISTA, sis à la commune d'Akanda, quartier Avorbam, route du cap Estérias ;</li> <li>• <b>Port-Gentil</b> : au Lycée Joseph Ambourouet Avaro ;</li> </ul>		
<p><b>Deux programmes sont ouverts :</b></p>		
<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un programme en <b>Entrepreneuriat et Gestion des Projets</b> ;</li> <li>2. Un programme en <b>Gestion de la Supply Chain Logistique</b>.</li> </ol>		
<p>La fiche de candidature est disponible par téléchargement sur le site Internet (<a href="http://www.ista-cemac.org">www.ista-cemac.org</a>) ; elle peut également être retirée :</p>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>A Libreville</b>, à son siège sis à la commune d'Akanda ;</li> <li>• <b>A Port-Gentil</b> à la Direction Académique Provinciale.</li> </ul>		
<p>Date limite de dépôt des dossiers, le 10 juillet 2023.</p>		